

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 26 janvier 2026

Energie

Ed Miliband à Hambourg pour le sommet de la North Sea Energy Cooperation

Ed Miliband, le ministre chargé de l'énergie et du climat, a signé au nom du Royaume-Uni la [Déclaration de Hambourg](#) aux côtés de 9 autres pays (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Luxembourg, Islande, Norvège) réunis pour le sommet de la North Sea Energy Cooperation. Les Etats se sont notamment engagés à créer 100 GW de nouvelles capacités d'éolien en mer par le développement de projets transfrontaliers, sur les 300 GW prévus d'ici 2050. Ces projets incluront notamment des parcs éoliens en mer reliés à plus d'un pays par des interconnexions électriques.

Dans cette perspective, le Royaume-Uni a signé avec l'Allemagne, la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas une déclaration d'intention visant à accélérer le développement de ces projets d'interconnexions « hybrides » à travers une coordination de la phase de planification, le développement d'un cadre de partage des coûts et une harmonisation des règles de marchés.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont également annoncé le lancement d'un nouveau projet d'interconnexion électrique « hybride », baptisé GriffinLik, d'une capacité de maximale de 2 GW et un objectif d'entrée en service entre 2035 et 2040.

Le gaz naturel responsable de 66 % de la hausse des factures d'électricité depuis 2021

Selon une [étude de UK Energy Research Centre](#), la facture d'électricité des ménages a augmenté de 169£ en moyenne en termes réels entre 2021 et 2025. La hausse des prix de gros du gaz serait responsable de 66 % de cette hausse, contre 17 % pour la hausse des coûts de réseau et 13 % pour la hausse des charges pour service public. Alors qu'il ne représente que 30 % du mix électrique, le gaz a encore fixé le prix de l'électricité dans 90 % du temps en 2025. La hausse des énergies renouvelables devrait réduire cet indicateur à 60 % à l'horizon 2029, ce qui se traduirait par une baisse des factures de 8 %.

Octopus Energy s'allie à PCG Power pour pénétrer le marché chinois de l'électricité

Dans le cadre de la visite en Chine du Premier Ministre Keir Starmer, [Octopus Energy](#) a annoncé le lancement d'une joint-venture avec l'énergéticien chinois PCG Power, baptisée Bitong Energy, pour le trading de 140 TWh d'électricité renouvelable par an d'ici 2030. Cette annonce s'inscrit dans un contexte de forte croissance de la consommation d'électricité en Chine (+30% d'ici 2030) et de développement des marchés spot à l'initiative du gouvernement (obligation de trader au moins 10 % de l'électricité via un marché spot d'ici fin 2026). Le partenariat inclut également la fourniture par Octopus de technologies et de services pour maximiser la valeur créée par la flotte de batteries et d'énergies renouvelables chinoises.

Environnement

Les factures d'eau vont augmenter de 33£ en moyenne à compter d'avril

L'organisation professionnelle du secteur de l'eau, [Water UK](#), a confirmé que les factures d'eau augmenteraient de 33 £ par an en moyenne à compter d'avril 2026, soit +5,4 % en moyenne avec des hausses pouvant aller jusqu'à +8% voire +10% selon les fournisseurs.

Cette hausse s'explique par le besoin de financement du programme d'investissement dans les réseaux de 104 Md£ approuvé par le régulateur Ofwat. Ce dernier s'assurera que ce surcroît de recettes ne sera pas affecté à d'autres dépenses.

Transports

Lancement du premier train à batterie en service commercial à Londres

Le Royaume-Uni s'apprête à mettre en service son premier train de voyageurs fonctionnant uniquement sur batterie à recharge ultra-rapide. Dès ce week-end, Great Western Railway exploitera ce train sur la ligne West Ealing–Greenford, dans l'ouest de Londres, pour l'ensemble du service du samedi. Le train, issu de la conversion d'un ancien matériel du métro londonien, peut transporter jusqu'à 273 passagers et se recharge en seulement trois minutes et demie à son terminus grâce à un chargeur de 2 000 kW activé uniquement lorsque le train est à l'arrêt.

Testée depuis début 2024 sans passagers, cette technologie a déjà démontré son potentiel : le train a établi un record mondial en parcourant plus de 200 miles sur une seule charge. Le gouvernement et les acteurs du rail voient dans cette innovation une alternative crédible aux trains diesel sur les lignes où l'électrification par caténaires est trop coûteuse ou complexe. Après l'abandon partiel de l'électrification de la Great Western Main Line (Londres-Bristol) en 2020, GWR estime que cette technologie pourrait permettre de remplacer le diesel sur des liaisons beaucoup plus longues dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les travaux pour le tunnel d'HS2 reliant la gare d'Old Oak Common à Euston débutent

Le 27 janvier 2026, le projet de ligne à grande vitesse entre Londres et Birmingham HS2 a franchi une étape importante avec le lancement du creusement des tunnels entre Old Oak Common, en banlieue de Londres, et la gare de Euston, à Londres. Cet événement marque le début des travaux visant à prolonger la ligne à grande vitesse jusqu'au centre de la capitale.

L'arrivée de HS2 à Euston est présentée comme un élément central du projet, avec des retombées économiques attendues estimées à 41Md£ d'ici 2053 et 34 000 emplois (selon le [Camden Council](#)). Le chantier d'HS2 mobilise actuellement plus de 33 000 personnes à l'échelle nationale.

Deux nouvelles franchises ferroviaires nationalisées au 1er février 2026.

À compter du 1er février 2026, les services de London Northwestern Railway et de West Midlands Railway (reliant notamment Londres, Birmingham et Liverpool) passeront sous contrôle public, une nouvelle étape vers la création de Great British Railways (GBR), l'entité appelée à opérer et coordonner l'ensemble du réseau ferroviaire national.

A ce stade, plus de 8 500 services ferroviaires sont opérés chaque jour par l'opérateur public DfT Operator, soit environ 660 millions de passagers par an. Après West Midlands Trains, Govia Thameslink Railway doit être transféré en mai 2026, suivi de Chiltern Railways et de Great Western Railway. L'objectif du gouvernement est d'achever l'ensemble du programme de mise en propriété publique d'ici la fin de l'année 2027.

Le déploiement des bornes de recharge de véhicules électrique encore trop lent au Royaume-Uni

Selon les calculs du [Financial Times](#), le Royaume-Uni devra accélérer fortement le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques (VE) pour répondre à la demande prévue d'ici 2030. Avec environ 88 000 bornes installées à ce jour et seulement 15 000 nouvelles installations l'an dernier, le rythme actuel est insuffisant. Le nombre d'installations par an devrait être porté au minimum à 32 000 installations par an pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement.

Les industriels de la recharge critiquent l'assouplissement en avril 2025 des règles du ZEV Mandate, responsable selon eux d'une incertitude réglementaire poussant certains opérateurs de bornes à retarder leurs investissements. Les coûts élevés de l'énergie aggravent également ces réticences.

Le ralentissement est particulièrement marqué pour les bornes de recharge rapide, dont les nouvelles installations ont presque diminué de moitié en 2025. Par ailleurs, des déséquilibres géographiques persistent : les zones rurales, notamment au Pays de Galles et en Écosse, restent sous-équipées. Enfin, le coût élevé de la recharge publique constitue un frein majeur pour les consommateurs : recharger sur une borne publique peut coûter plus du double du prix d'une recharge à domicile, en partie à cause d'une TVA de 20 %, contre 5 % à domicile.

Le gouvernement s'est engagé à revoir ces coûts et a annoncé près d'1Md£ de financements publics (381 M£ pour les collectivités locales et 600 M£ supplémentaires) afin d'accélérer le déploiement et réduire les inégalités d'accès aux bornes.

Industrie

En 2025, la production automobile britannique à son plus bas depuis 1956

La production automobile au Royaume-Uni est tombée en 2025 à son niveau le plus bas depuis le début des années 1950, avec 764 715 voitures et utilitaires produits, soit une baisse de 15,5 % sur un an. Cette chute s'explique principalement par le recul des exportations (-3,3 % vers l'UE, -18 % vers les États-Unis et -12,5 % vers la Chine), affectées par l'instabilité des droits de douane américains, ainsi que par une cyber-attaque majeure qui a paralysé les usines de Jaguar Land Rover pendant plus d'un mois. La production de véhicules utilitaires a pour sa part été particulièrement touchée après la fermeture de l'usine Stellantis de Luton en mars 2025.

Face à cette crise, de nombreux équipementiers automobiles cherchent à se diversifier, notamment vers le secteur de la défense, encouragés par la hausse annoncée des dépenses militaires par le gouvernement de Keir Starmer. Selon la Society of Motor Manufacturers and Traders, ces entreprises disposent de compétences industrielles transférables, comme l'ont déjà fait certains fournisseurs européens, à l'image de Renault qui s'est lancé dans la fabrication de drones militaires en France.

À moyen terme, le Royaume-Uni vise une production annuelle de 1,3 million de véhicules d'ici 2035, mais cet objectif paraît difficile à atteindre sans la construction d'une nouvelle usine.

Le constructeur automobile chinois Chery annonce l'ouverture d'un siège européen au Royaume-Uni

Le constructeur chinois Chery a confirmé l'ouverture de son siège européen à Liverpool, dans un contexte de discussions avancées avec Jaguar Land Rover (JLR) pour produire des modèles Chery au Royaume-Uni. L'annonce intervient lors d'une visite officielle du Premier ministre Keir Starmer en Chine.

Bien qu'aucune date d'ouverture n'ait été annoncée, ce projet pourrait permettre à Chery d'utiliser les capacités de production disponibles dans les usines de JLR. Cette coopération s'appuierait sur un partenariat existant entre les deux groupes, qui permet depuis 2012 à Chery d'assembler des modèles de JLR en Chine. Cette annonce intervient après une année 2025 très difficile pour JLR, dont la production a été arrêtée pendant plus d'un mois en raison d'une cyber-attaque.

Le National Wealth Fund dévoile son plan stratégique d'investissement

Le National Wealth Fund (NWF) a présenté son nouveau plan stratégique visant à investir plus de 100 Md£ (de capital public et privé) dans l'économie britannique d'ici 2030/31.

La stratégie repose sur trois axes principaux : le développement des énergies propres, les investissements locaux (notamment dans les infrastructures et projets hors Londres) et le renforcement des capacités souveraines et stratégiques, en particulier dans les secteurs des minerais stratégiques, de la défense, de l'acier vert et de l'intelligence artificielle.

Le NWF se concentrera sur 10 secteurs prioritaires, dont les ports et chaînes logistiques, l'hydrogène, les batteries et véhicules électriques, l'acier, le stockage d'énergie et les infrastructures de transport. Quinze autres secteurs à fort potentiel de croissance et innovation seront également ciblés, notamment l'IA, les semi-conducteurs, les technologies quantiques, la défense, les sciences de la vie, les énergies renouvelables et l'infrastructure verte.

Banque d'investissement publique capitalisée à hauteur de 27,8Md£, le NWF a investi 8,4Md£ depuis sa création et a mobilisé plus de 17Md£ de financement privé. Le reste du capital public, soit 19,4 Md£ sera déployé d'ici 2030/31.

Le gouvernement britannique lance un fonds de 20Md£ pour soutenir le développement des start-ups de technologies militaires

Le secrétaire d'Etat à la défense John Healey a annoncé le lancement d'un fonds de 20M£ destiné à soutenir les start-ups et PME spécialisées dans les technologies militaires. L'objectif est de leur permettre d'obtenir plus facilement et plus rapidement des contrats publics, afin de réduire la dépendance du ministère de la Défense (MoD) aux grands groupes de l'armement.

Les financements cibleront notamment les technologies d'IA, de robotique et les armes de précision avancées. Les entreprises retenues bénéficieront de procédures de passation de marchés accélérées. Cette initiative s'inscrit dans un cadre plus large : le MoD prévoit de dépenser 2,5 Md£ par an directement auprès des PME et crée une nouvelle entité, le *Defence Office for Small Business Growth*, pour les aider à répondre aux appels d'offres.

Le gouvernement cherche aussi à réformer un système d'achats critiqué pour ses retards et dépassements de coûts, illustrés par des programmes comme le véhicule blindé Ajax. Il veut s'éloigner d'exigences trop complexes (« *gold-plating* ») et adopter une approche de développement progressif (« *spiral development* »), où les technologies sont déployées plus tôt puis améliorées sur le terrain.

Le gouvernement de Keir Starmer n'a pas encore publié son plan d'investissement de défense à dix ans, même si John Healey affirme qu'il est en cours de finalisation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr